

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09315P0224 du 18/12/2015
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 3 août 2015 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09315P0224, relative à la réalisation d'un projet de construction de 2 serres agricoles dotées d'une toiture photovoltaïque sur la commune de Roquebrune-sur-Argens (83), déposée par Monsieur MAZZU Adriano, reçue le 10/11/2015 et considérée complète le 16/11/2015 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 18/11/2015 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 36 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en la construction de deux serres multi-chapelles en verre dotées d'une toiture photovoltaïque ;

Considérant l'importance du projet, d'une surface totale de 18 745 m² sur une hauteur de 5,16 m ;

Considérant que ce projet a pour objectif :

- le développement d'une production maraîchère intensive,
- de produire de l'électricité réinjectée dans le réseau public ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone agricole,
- dans l'aire de répartition de la tortue d'Herman, en zone de sensibilité moyenne à faible pour cette espèce,
- Jouxant la zone natura 2000 FR9301626 " val d'argens " ,
- en zone de Plan de prévention des risques inondation liés à la présence de l'Argens, du Blavet et du Fournel,
- en zone littorale ;

Considérant que le projet est soumis à déclaration au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement qui nécessite la réalisation d'un document d'incidences sur l'eau ;

Considérant les impacts du projet sur l'environnement :

- ° consommation d' environ 1,9 ha de terres agricoles,
- modification des perceptions paysagères liée à la hauteur des deux serres (5,16m) et à la superficie,
- imperméabilisation d'une surface importante.

Arrête :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation du projet de construction de 2 serres agricoles dotées d'une toiture photovoltaïque situé sur la commune de Roquebrune-sur-Argens (83) doit comporter une étude d'impact dont le contenu est défini par l'article R122-5 du code de l'environnement.

Article 2

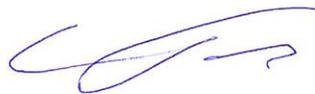
La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à monsieur MAZZU Adriano.

Fait à Marseille, le 18/12/2015.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
L'adjoint à la chef d'unité évaluation environnementale



Christophe FREYDIER

Voies et délais de recours

Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

